



Chaque semaine, « Le Soir » ainsi que ses partenaires de Lena publient une chronique européenne depuis Paris, Berlin, Madrid, Rome, Genève ou Bruxelles, rédigée par l'un ou l'une des journalistes de ces quotidiens.

Où sont donc passés nos chers travailleurs européens ?

Judith Mayencourt est responsable de la rubrique « Suisse » au quotidien « La Tribune de Genève ». Elle a été pendant plusieurs années la correspondante de la radio-télévision suisse romande au Parlement fédéral à Berne.

C'est toujours trop ou trop peu. Les Suisses, ces enfants gâtés de l'Europe, ne sont jamais contents. La nouvelle source d'inquiétude vient tout droit des dernières statistiques sur l'immigration.

Certes, la population résidente continue d'augmenter. Grâce à son immigration, la Suisse ralentit le vieillissement de sa population, et c'est une bonne nouvelle. La moins bonne, c'est qu'elle doit désormais une bonne partie de son immigration à l'asile, avec des personnes souvent peu formées, et dont l'intégration sociale et professionnelle est délicate. L'immigration en provenance des pays de l'UE et de l'AELE - Association européenne de libre-échange, NDLR - est, elle, en recul.

L'an dernier, le solde migratoire européen s'est élevé à 35.000 personnes. Soit deux fois moins que le record enregistré en 2013. Et cela devrait continuer à baisser, si l'on en croit les premiers chiffres de 2017. Malgré son offre d'emplois très qualifiés, sûrs et bien rémunérés, notre beau pays n'attire plus autant la main-d'œuvre européenne. Sur le plan intérieur d'abord, la croissance économique est moins flamboyante depuis la crise du franc fort. D'où une baisse de la demande. Sur le plan extérieur ensuite, l'Espagne, le Portugal et l'Allemagne ont vu leur chômage reculer. En toute logique, leurs travailleurs, qui formaient jusqu'ici la majeure partie des employés étrangers, sont moins nombreux à s'expatrier.

Selon le dernier rapport du secrétariat

d'Etat à l'Economie, le solde migratoire a reculé de 72 % pour les Portugais, de 41 % pour les Espagnols, et de 36 % pour les Allemands. L'Europe de l'Est également boude la Suisse, à l'exception de la Roumanie et de la Bulgarie, qui bénéficient depuis peu de l'accord de libre circulation signé avec la Suisse. Mais cela ne durera pas, puisque la Suisse vient à nouveau de réintroduire des contingents.

Il n'y a que pour la France (-26 %) et l'Italie (-14 %) que le recul est moins marqué. Le nombre de travailleurs frontaliers en provenance de ces deux pays continue d'augmenter. D'où une pression migratoire beaucoup plus marquée sur la Suisse romande et le Tessin. Cette région proche de la frontière italienne compte désormais 18 % de travailleurs européens, tandis que les frontaliers représentent 27 % de la population active. C'est à peine moins sur l'Arc lémanique entre Genève et Lausanne, avec 16,7 % de travailleurs européens et 13 % de frontaliers.

Ces chiffres du secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO) font déjà trembler les milieux économiques, qui craignent de voir se tarir le vivier de travailleurs européens hautement qualifiés, qu'on pensait inépuisable. Selon une étude qu'UBS vient de publier, dans dix ans il pourrait manquer un demi-million de travailleurs dans les entreprises. Et les progrès technologiques - dont la robotisation d'une partie des emplois du tertiaire - ne suffiront pas à pallier la pénurie de personnel. La perspective est d'autant alarmante que la Suisse n'a que très peu de réserves de main-d'œuvre résidente. Même si la majorité est employée à temps partiel, les femmes sont les plus nombreuses à travailler en Europe, derrière la Suède.

Il se dégage l'étrange impression d'une Suisse à l'arrêt mais qui continue quand même

à appuyer frénétiquement sur la pédale des freins

La solution serait de freiner le départ à la retraite en relevant progressivement l'âge de référence, fixé aujourd'hui à 65 ans (64 ans pour les femmes), à 67 ans. Beau tollé en perspective. Et encore faudrait-il que les entreprises soient d'accord d'employer du personnel plus âgé. Et rien n'est moins sûr. Aujourd'hui, le taux d'employabilité des seniors est très bon : 20 % des plus de 65 ans ont encore un emploi. Mais lorsque les plus de 55 ans tombent au chômage, ils mettent deux fois plus de temps que les autres pour retrouver un emploi, parce que jugés trop chers et pas forcément très flexibles. Pour encourager les patrons, UBS évoque la possibilité de diminuer le coût du travail de ses seniors, en baissant les prélèvements sociaux des travailleurs âgés ou en jouant sur leurs salaires. Là aussi, bonjour les difficultés !

Bref, pour un pays tétanisé depuis 50 ans par les questions migratoires, le renversement de perspective est brutal. Finie l'angoisse de la surpopulation - rebaptisée stress de la densité par les spécialistes. Et bonjour la peur du déclin, avec une pénurie de main-d'œuvre précipitant le pays dans un cycle infernal de décroissance économique et de vieillissement accéléré. Mais ce discours n'a pour l'heure pas vraiment quitté le cercle étroit des élites. Malgré une détente sur le marché du logement et un taux de chômage qui a encore baissé, l'immigration continue de faire partie des plus grandes préoccupations de la population. Et les nouvelles règles de recrutement imposées aux entreprises, qui devront désormais annoncer leurs offres d'emploi aux offices de chômage, donnent l'étrange impression d'une Suisse à l'arrêt mais qui continue quand même à appuyer frénétiquement sur la pédale des freins. ■